

Le dépôt légal en France

1. Le dépôt légal : définition

Le dépôt légal en France est une obligation faite à tout éditeur, imprimeur, producteur, distributeur, importateur de document, de déposer auprès des organismes publics désignés par la loi tout document diffusé auprès d'un public. C'est la mise à disposition du public qui fait naître l'obligation de dépôt légal. La loi s'exerce sur le territoire français et s'applique à toutes les personnes, physiques ou morales, qui y sont soumises. Les organismes habilités à recevoir le dépôt légal sont les suivants :

- **La Bibliothèque nationale de France** collecte les documents imprimés et graphiques de toutes sortes, ainsi que les progiciels, bases de données et systèmes experts, les phonogrammes de toutes natures, les vidéogrammes non fixés sur support photochimique, les documents multimédia.
- **Le Centre national de la cinématographie** collecte l'ensemble des vidéogrammes fixés sur support photochimique, ainsi que les matériels de promotion des films.
- **L'Institut national de l'audiovisuel** collecte les documents sonores et audiovisuels radiodiffusés et télédiffusés et leurs documents d'accompagnement.
- **Le ministère de l'Intérieur** collecte les périodiques édités ou importés en France métropolitaine ayant leur domicile ou siège social à Paris.
- **La préfecture du département** reçoit les périodiques édités ou importés dans les autres départements.
- **23 bibliothèques sont attributaires du dépôt légal imprimeur en région** en France métropolitaine (les 22 bibliothèques municipales des chefs-lieux de région et la Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg). Quatre institutions d'Archives sont dépositaires du dépôt légal imprimeur dans les départements d'Outre-mer. Leur liste est fixée par l'arrêté du 16 décembre 1996.

Depuis 2006, le dépôt s'effectue en deux exemplaires pour les éditeurs et en un seul exemplaire pour les imprimeurs dans le cas des livres et périodiques. Le dépôt légal importateur concerne un exemplaire des documents importés à plus de cent exemplaires.

2. Le dépôt légal, une histoire d'extension : de l'imprimé au Web

En France le dépôt légal a été créé par L'Ordonnance de Montpellier du 28 décembre 1537, prise par François Ier. Au fur et à mesure de son histoire, le champ de collecte du dépôt légal va s'étendre considérablement.

- **1648.** Les estampes, les cartes et les plans sont désormais concernés par la loi.
- **1790-1793.** La Révolution Française supprime puis rétablit le dépôt légal à titre facultatif (bien qu'il demeure obligatoire pour pouvoir bénéficier des droits d'auteurs). Il est étendu aux partitions musicales.
- **1810.** Napoléon Ier rend à nouveau obligatoire le dépôt légal pour l'imprimerie.
- **1925.** La loi du 19 mai 1925 institue un double dépôt (l'un pour les éditeurs, l'autre pour les imprimeurs). Le dépôt légal s'étend à l'image et au son (photographies, phonogrammes, cinéma).
- **1975.** Le décret d'application 75-696 du 30 juillet 1975 s'applique aux vidéogrammes et aux documents multimédias.
- **1977.** Par le décret d'application 75-535 du 23 mai 1977, le dépôt légal s'étend au cinéma. La collecte est étendue 15 ans plus tard à tous les films diffusés en France.
- **1992.** Par la loi du 23 juin 1992 (décret d'application du 31 décembre 1993), la France est le premier pays à étendre le dépôt légal à l'audiovisuel. La loi met également en place un dépôt légal de l'édition électronique sur support.
- **2006.** La loi 2006-961 du 1er août 2006 relative au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information introduit au sein des dispositions du Titre III du Code du patrimoine (articles L 131-1 et suivants) le dépôt légal de l'Internet. Le dépôt légal concerne également les *e-books* ou livres numériques.

3. Les missions du dépôt légal

Le code du patrimoine du 20 février 2004 (articles L131-1 à L133-1 relatifs au dépôt légal), modifié par la loi n° 2006-961 du 1er août 2006 relative au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information, et le décret d'application du 31 décembre 1993 (n° 93-1429), modifié par le décret du 13 juin 2006 (n° 2006-696), régissent actuellement le dépôt légal sur le territoire français métropolitain et sur les territoires d'outre-mer. Ces textes assignent au dépôt légal une triple mission :

- la collecte et la conservation des documents de toute nature publiés, produits ou diffusés en France, afin de constituer une collection de référence. Si, au cours de son histoire, le dépôt légal a pu faciliter la censure en exerçant un contrôle sur la production éditoriale, son véritable enjeu est, depuis sa création, patrimonial : il vise à assurer la mémoire de la collectivité nationale.
- la constitution et la diffusion de bibliographies nationales : la Bibliographie nationale française rassemble les notices bibliographiques des documents édités ou diffusés en France, et reçus par la BnF au titre du dépôt légal.

- la consultation des documents : la collecte des documents au titre du dépôt légal trouve sa justification dans leur communication au public, dans le respect des droits de la propriété intellectuelle. La mission de conservation des documents l'emporte sur l'obligation de communication dans les cas où cette dernière serait dommageable au document.

Liens	<p><u>Le cadre législatif du dépôt légal :</u></p> <p>Arrêté du 16 décembre 1996 fixant la liste des bibliothèques habilitées à recevoir le dépôt légal imprimeur, <i>Journal Officiel</i> n°303 du 29 décembre 1996 page 19431. [en ligne] ">http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000198591&dateTexte=> (consulté le 13/09/2009).</p> <p>Ordonnance n° 2004-178 du 20 février 2004 relative à la partie législative du code du patrimoine, art. L. 131-1 à L. 133-1 relatifs au dépôt légal, <i>Journal officiel</i> n°46 du 24 février 2004 page 3707, texte n° 44. [en ligne] ">http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT0000000615405&dateTexte=> (consulté le 13/09/2009).</p> <p>Loi n°2006-961 du 1er août 2006 relative au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information, <i>Journal officiel</i> n°178 du 3 août 2006 page 11529, texte n° 1. [en ligne] http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?jsessionid=0E74F10C30B6EE60E34E22302B274725.tpdjo10v_1?cidTexte=LEGITEXT000006054152&dateTexte=20090914 (consulté le 13/09/2009).</p> <p>Décret n° 2006-696 du 13 juin 2006, <i>Journal officiel</i> n°137 du 15 juin 2006 page 9022, texte n° 36. [en ligne] ">http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT0000000816574&dateTexte=> (consulté le 13/09/2009).</p> <p><u>Le dépôt légal, aspects juridiques et historiques :</u></p> <p>BECOURT, Daniel, CARNEROLI, Sandrine, <i>Dépôt légal : de l'écrit à l'électronique</i>, Paris : Litec, 2001.</p> <p>ESTIVALS, Robert, <i>Le Dépôt légal sous l'Ancien Régime (de 1537 à 1791)</i>, M. Rivière, Paris, 1961.</p> <p>DOUGNAC, Marie-Thérèse, GUILBAUD, M., « Le dépôt légal : son sens et son évolution », <i>Bulletin des Bibliothèques de France</i>, 1960, n° 8, p. 283-291. [en ligne] http://bbf.enssib.fr/ (Consulté le 14 septembre 2009).</p> <p>MABILLE, Olivier, « De la Phonothèque nationale à internet », <i>Bulletin des Bibliothèques de France</i>, 2009, n° 1, p. 90-91 [en ligne] http://bbf.enssib.fr/ Consulté le 14 septembre 2009.</p> <p><u>Le dépôt légal, enjeux bibliothéconomiques :</u></p> <p>CALLU, Agnès, LEMOINE, Hervé (dir.), <i>Le dépôt légal : les institutions partenaires</i>, Paris : Belin, 2005.</p> <p>COHEN-HADRIA Martine, « Le dépôt légal : miroir de l'édition », <i>Chroniques de la Bibliothèque nationale de France</i>, avril-mai-juin 2005, n°30, p. 22-23. [en ligne] http://chroniques.bnf.fr/archives/avril2005/numero_courant/coulisses/depot_legal.htm (consulté le 13 septembre 2009).</p> <p>DELANGLE, Olivier, <i>Le dépôt légal à la Bibliothèque nationale de France : pour une exhaustivité raisonnée</i>, Villeurbanne : ENSSIB, 2003.</p> <p>DREYER, Emmanuel, <i>Le Dépôt légal, essai sur une garantie nécessaire au droit du public à l'information</i>, Paris : LGDJ, 2003.</p> <p>HELLER, Danièle. « Le dépôt légal ou comment aimer le papier d'un amour fou ! », <i>Bulletin des Bibliothèques de France</i>, 2006, n° 4, p. 5-9 [en ligne] http://bbf.enssib.fr/ (consulté le 13 septembre 2009).</p> <p>ILLIEN, Gildas, « Le dépôt légal de l'internet en pratique », <i>Bulletin des Bibliothèques de France</i>, 2008, n° 6, p. 20-27 [en ligne] http://bbf.enssib.fr/ (Consulté le 14 septembre 2009).</p> <p>TESNIÈRE, Valérie. « Carte documentaire et réseau des pôles associés de la Bibliothèque nationale de France », <i>Bulletin des Bibliothèques de France</i>, 2006, n° 1, p. 48-54 [en ligne] http://bbf.enssib.fr/ (consulté le 18. 01. 2008).</p> <p><u>Webographie</u></p> <p>Bibliothèque Nationale de France, <i>Informations pour les professionnels : dépôt légal</i>. [en ligne] http://www.bnf.fr/pages/infopro/depotleg/depotleg.htm (consulté le 13/09/2009).</p> <p>Centre National du Livre, <i>Le CNC, missions : dépôt légal</i>. [en ligne] http://www.centrenationaldulivre.fr/?Le-depot-legal-en-France-de (consulté le 13/09/2009).</p> <p>Institut National de l'Audiovisuel, <i>Le dépôt légal de la radio télévision</i>. [en ligne] http://www.ina-entreprise.com/entreprise/activites/depot-legal-radio-tele/index.html (consulté le 13/09/2009).</p>
--------------	---

Fiche réalisée par : Pauline Le Goff
Créée le : 13 septembre 2009